

dans la propagande inspirée en Belgique ou au Canada par certains exilés, le mérite de la II<sup>e</sup> République aura été d'entreprendre la réintégration des Hutu au niveau scolaire et universitaire. L'enjeu actuel est celui de l'accès des jeunes ruraux de toutes origines aux filières urbaines, qu'il s'agisse de la fonction publique, de l'embauche privée ou des postes politiques régionaux et nationaux, enjeu qui recoupe aussi la question de la répartition régionale des investissements et de l'accès effectif des populations rurales aux prestations et équipements qui leur sont en principe destinés. Or les blocages ne relèvent pas d'une stratégie globale de ségrégation sociale et économique, mais de la difficulté à

contrecarrer la pesanteur des réflexes sociaux enracinés, consistant à privilégier les proches à tout prix.

Si une dénonciation floue et globale de la II<sup>e</sup> République l'emportait sur cette identification des enjeux sociaux, le changement de 1987 risquerait de dériver en un simple réajustement au sein de la bourgeoisie établie, au lieu de répondre aux attentes d'une nouvelle génération qui s'exprime aujourd'hui et qui n'a plus guère à voir avec l'univers mesquin des lendemains de l'indépendance.

**Jean-Pierre Chrétien  
et André Guichaoua**

## Un capitalisme charitable au pays de l'apartheid

**L**E monde des affaires sud-africain fonctionne dans un univers d'illusions et de rêves éclectiques. La *Fondation urbaine* (1), réponse à la crise de Soweto de 1976, représente essentiellement un capitalisme charitable qui ne revient d'ailleurs pas très cher, étant donné les bénéfiques juteux que cet univers de rêves permet encore de dégager. Comme partout ailleurs, cette charité garantit la

bonne conscience des donateurs et souligne leur supériorité morale. Mais surtout, elle permet de parer aux critiques adressées aux multinationales, car les dirigeants des entreprises peuvent fièrement invoquer les sommes consacrées au « développement communautaire » et les résolutions pieuses par lesquelles ils maintiennent Pretoria sous pression. Comme alibi pour « les affaires sont les affaires », ces

efforts progressistes valent bien la dépense. Cette évaluation est plutôt cynique, mais elle correspond assez bien à la réalité.

Seuls les marxistes dogmatiques prennent la *Fondation urbaine* pour une conspiration destinée à créer une classe moyenne noire au service du capitalisme. Le capitalisme sud-africain est bien trop désorganisé, bien trop divisé pour être capable d'une conspiration. Une action concertée suppose une entente minimale sur certains intérêts à long terme. La plupart des patrons et des PDG, surmenés, vivent au jour le jour, l'œil rivé sur le prochain bilan. Comme les hommes politiques, ils réagissent face à des crises plutôt qu'ils n'anticipent sur les événements à venir.

En outre, l'émergence d'une classe moyenne noire se heurtera nécessairement à la division raciale du travail. Après trois décennies de discours sur des politiques de promotion « sans couleur » et des projets d'avancement pour les Noirs, les résultats ne sont guère réjouissants. Les pages des journaux du dimanche où figurent « les gens qui montent » font surtout état de promotions blanches (avec d'ailleurs peu de femmes). La preuve la plus éclatante que le capitalisme est « raciste » se trouve dans une statistique officielle : sur un total de 256 000 gestionnaires et administrateurs, on ne compte que 10 802 Noirs (2), c'est-à-dire moins de 4 %. Comment peut-on croire que quelques concessions symboliques puissent mettre les monopoles sud-africains à l'abri des demandes de nationalisation ?

Le degré extrêmement élevé de concentration du capital limite très sévèrement les chances des hommes d'affaires africains indépendants de

se faire une petite place sur ce marché monopoliste. La plupart d'entre eux finiront comme partenaires auxiliaires d'entreprises géantes déjà existantes, s'ils ne font pas faillite avant, à cause du manque de facilités de crédit et de savoir-faire commercial, ou d'entraves créées par une bureaucratie étouffante. Et même si une *Bourgeoisie noire* (3) (titre d'une étude perspicace du sociologue libéral sud-africain Leo Kuper, publiée en 1955 !) voyait éventuellement le jour, elle se trouverait toujours enfermée dans des ghettos, exclue des affaires politiques et humiliée par la législation raciale. Comme le montrent toutes les enquêtes, c'est cette catégorie de gens subordonnés, mais déjà plus à l'aise financièrement et plus instruits, qui éprouve le plus de ressentiment à l'égard du système. Ils nourrissent des griefs psychologiques plutôt que matériels. Ils forment l'avant-garde du militantisme, ce que les véritables opprimés peuvent difficilement se permettre.

Là se trouve la plus grande erreur de l'approche « développementaliste » qui domine aujourd'hui en Afrique du Sud : à défaut d'égalité politique, les développementalistes espèrent neutraliser la dissidence en faisant des concessions matérielles. Cependant des logements meilleurs, tout en étant nécessaires, ne pourront pas résoudre la crise politique. Le développement économique ne remplacera pas les droits politiques. C'est une sottise de croire que des gens bien

(1) La Fondation urbaine (*Urban Foundation*) se préoccupe de l'amélioration de l'habitat pour les Noirs vivant dans les villes.

(2) *Weekly Mail*, April 24, 1987.

(3) Leo Kuper, *An African Bourgeoisie*, New Haven, Yale University Press, 1955.

nourris ne s'occuperont pas de politique. Tout au contraire : ce n'est que quand les besoins de base sont satisfaits que les gens peuvent commencer à chercher des alternatives à la survie tout court. En Afrique du Sud, la stabilité ne se réalisera pas sans égalité démocratique, sans droits civiques pour tous, sans un État légitimisé dans lequel tout le monde peut se reconnaître. Les Noirs politisés ne se méfient pas du monde des affaires uniquement à cause de son soutien implicite au régime de l'apartheid. Une *Fondation urbaine*, quels que soient ses mérites (et elle en a indiscutablement), est vue comme un instrument pour faire oublier aux victimes du système la promesse anti-capitaliste. Les Noirs n'aiment pas être amadoués. Toute charité, même la plus généreuse, avilit. Les projets d'autodéveloppement patronnés par le capitalisme sont considérés comme les pires : incitant les victimes à se réjouir de leur propre humiliation, alors qu'ils peuvent légitimement prétendre à l'égalité des chances dans la vie. A leurs yeux, seule la conquête de l'État permettra de réaliser cet objectif. Le nationalisme afrikaner a créé, de toute évidence, un précédent.

Dans son livre provocateur *Capitalism and Apartheid* (4), Merle Lipton considère quatre cas de figure possibles en ce qui concerne les liens entre le capital sud-africain et l'État de l'apartheid :

1) le capital n'a pas intérêt à se débarrasser de l'apartheid et n'en a d'ailleurs pas les moyens ;

2) le capital y a intérêt, mais ne dispose pas des moyens nécessaires ;

3) le capital a intérêt à démanteler l'apartheid et en a les moyens ;

4) le capital aurait les moyens d'abolir l'apartheid, mais ce n'est pas son intérêt. D'après Lipton, les besoins en main-d'œuvre et la structure des coûts ont changé à tel point que l'apartheid est devenu dysfonctionnel pour de larges secteurs de l'industrie sud-africaine, y compris l'agriculture commerciale et les mines.

Pourquoi se contente-t-on alors du statu quo ? Pourquoi ce « silence assourdissant » déploré par Murray Hofmeyer et qui ne fait qu'accréditer l'opinion courante selon laquelle le monde des affaires approuve les réformes uniquement du bout des lèvres ? La réponse que l'on entend le plus souvent suggère que le monde des affaires manque de pouvoir, mais essaie de faire de son mieux dans les coulisses où il peut être beaucoup plus efficace, bien que de façon plus discrète. Bob Tucker a cependant très bien caractérisé la différence entre les comportements publics et privés : « On se demande, par exemple, si les très importantes résolutions des différentes Chambres de commerce (...) sont prises en considération, et plus encore, si elles gagnent en force dans les contacts directs entre les représentants des patrons et le gouvernement (5). D'après un autre mythe corporatiste, l'Afrique du Sud serait le seul pays capitaliste où les hommes d'affaires sont plus à gauche que le gouvernement. Il se peut que ce soit vrai quand il s'agit de l'abolition de certaines mesures de l'apartheid, mais en ce qui concerne la « liberté de l'entreprise » et la politique économique

(4) Merle Lipton, *Capitalism and Apartheid*, Aldershot, Gower, 1985.

(5) Bob Tucker, « Another Man's Shoes », *Leadership* (Cape Town), Vol. 5, 6, 1986, pp. 28-30.

néo-conservatrice, le monde des affaires, unanimement, est beaucoup plus à droite que Pretoria.

Dans deux domaines cruciaux, les entreprises ont indiscutablement le pouvoir d'initier des changements et d'imprimer leur marque politique. Ils mettent en même temps en lumière les obstacles à un engagement politique progressiste. La première tâche serait de transformer l'environnement des entreprises et d'en faire le modèle d'une démocratie industrielle non raciale. A l'intérieur des usines, les patrons sont quasiment souverains et n'ont aucune excuse à fournir pour maintenir des relations de travail féodales. Dans ce domaine, la solidarité patrons/ouvriers, qui est l'objectif du « projet de participation économique », constituerait un point de départ intelligent. Si des gestionnaires visionnaires adoptaient certains éléments du système de partenariat industriel des social-démocraties allemande, suédoise ou japonaise (garanties pour les syndicats de pouvoir participer à toutes les décisions concernant le personnel, projets de partage des bénéfices, primes de rendement, salaires décents), leur initiative se montrerait supérieure de beaucoup au modèle des relations de travail antagonistes qui a cours aujourd'hui. Cependant, à part une seule entreprise (Cashbuild), aucune société d'envergure n'est prête à démontrer que l'on peut accroître la productivité en suscitant de façon intelligente le dévouement des employés. Si le capitalisme réformé veut déjouer la revendication de la dictature du peuple dans l'Afrique du Sud de l'après-apartheid, il ne pourra le faire qu'en traitant avec les syndicats dans le cadre d'une social-démocratie authentique. Dans la

phase de transition, cela devrait inclure la protection des syndicalistes contre les services de sécurité. Si ce terrain n'est pas cimenté dès maintenant, il risque d'être bien trop mouvant quand viendra l'heure des comptes.

Une telle solidarité patrons/ouvriers nécessiterait aussi un effort soutenu pour briser la résistance des entreprises récalcitrantes. Le monde des affaires sud-africain, dans son ensemble, ne pourrait pas se permettre des situations où des entreprises para-étatiques mettraient en danger une paix fragile par des méthodes de gestion autoritaires. De même, les compagnies minières les plus éclairées devraient faire pression sur *Gencor* ou *Goldfields* pour ne pas courir le risque de pâtir du comportement de leurs partenaires moins avancés.

L'ANC (*African National Congress*) et le COSATU (*Congress of South African Trade Unions*), de leur côté, doivent prendre en considération les implications dévastatrices d'un militantisme syndical extrémiste. De plus en plus d'employeurs vont procéder à des dégraissages rigoureux de main-d'œuvre pour mécaniser. Étant donné que le taux d'emploi par produit ou par service est encore relativement élevé comparé à d'autres pays, l'économie sud-africaine est un terrain propice pour tout procédé permettant de réduire la main-d'œuvre. Des exigences « déraisonnables » de la part de syndicats politisés pourraient accélérer cette tendance et aggraver, par là, le chômage des Noirs. Du point de vue de l'ANC, une telle stratégie n'aurait de sens que si cet accroissement du chômage menait à une augmentation d'activités politiques contre l'État. Les syndicats se trouveraient cependant affaiblis par

l'existence d'une vaste armée de main-d'œuvre superflue qui deviendrait rapidement apathique et s'adonnerait à l'alcoolisme ou au crime...

Un autre domaine où le monde des affaires peut exercer un rôle de guide et faciliter les choses est celui des négociations entre Pretoria et l'ANC. Il est attristant d'entendre Gavin Relly se rétracter en disant : « Je ne pense pas qu'il soit de notre compétence d'amener le gouvernement et l'ANC à se rencontrer. » Dans son livre très informatif *Black and Gold* (6), Anthony Sampson cite bien d'autres exemples d'une telle myopie politique. Alors que le monde des affaires hésite et semble plutôt en retrait, même sur la question des simples contacts avec l'ANC, quelques-uns seulement ont envisagé une solution plus radicale : financer la révolution. On peut se demander si les voyages à Lusaka ne représenteront jamais plus que des exercices de relations publiques. Peut-on forger des alliances véritablement nouvelles ?

Quand de rares hommes d'affaires progressistes sud-africains rencontrent de façon informelle des représentants de l'ANC à Londres, Lusaka ou New York, les deux parties sont souvent surprises par la facilité des contacts, qui se révèlent même chaleureux sur la base d'une « identité » sud-africaine commune. Certes, les stratégies politiques diffèrent et les buts ultimes ne sont pas les mêmes, mais l'aversion partagée pour le règne du *Nationalist Party* et les lois anachroniques de l'apartheid crée une base d'entente et parfois même de solidarité. Cependant, ces alliances personnelles à titre d'essai tournent assez rapidement court quand les deux parties dévoilent ce qu'elles attendent réellement de l'autre.

Dans la stratégie de l'ANC, les hommes d'affaires progressistes utilisent deux objectifs : diviser l'ennemi et donner quelque consistance à un large front anti-apartheid. Les stratèges de l'ANC ne se font pas d'illusions sur la volonté du capital sud-africain d'épauler sans réticence la résistance organisée. Pour les hommes d'affaires progressistes, d'autre part, les alliances hésitantes avec l'ANC tombent à plat quand ses porte-parole tentent de les convaincre qu'il faut porter la guerre contre les forces ennemies jusque dans les zones blanches, alors qu'ils ont discuté auparavant de la recherche de solutions à l'escalade de la violence. Les hommes d'affaires se sentent alors compromis et tenus pour des « idiots utiles ». La stratégie militaire de l'ANC ramène les capitalistes sud-africains dans le camp gouvernemental et neutralise, par là, son projet d'isoler le régime. Il est vrai aussi que le capital sud-africain aurait persisté dans sa suffisance et n'aurait jamais envisagé le dialogue avec l'ANC, s'il n'y avait pas eu la menace d'une résistance organisée et militante.

L'affaire Chris Ball, ce banquier accusé d'avoir financé une publicité favorable à l'ANC et dont la banque a subi des pertes financières importantes, a servi d'avertissement aux PDG qui ont désormais peur de se voir désignés comme des « amis de l'ennemi ». Le monde des affaires n'a pas réussi à préparer ses membres à des solutions non raciales ni à des négociations en dehors des paramètres gouvernementaux. Un « électorat-maison » conservateur et un manque de soutien de la part de leurs associés freinent les

(6) Anthony Sampson, *Black and Gold*, London, Hodder & Stoughton, 1987.

rares entrepreneurs visionnaires. L'image de l'« ami de l'ennemi » a des conséquences négatives sur les bénéfiques commerciaux quand des clients à préjugés ou des institutions publiques annulent des ordres ou transfèrent leurs comptes, comme il est arrivé à certains établissements bancaires.

L'ANC, de son côté, semble réellement vouloir forger une alliance des forces anti-apartheid, en incluant les capitalistes. Les théoriciens des « deux stades » reconnaissent explicitement que l'initiative privée a un rôle à jouer dans l'Afrique du Sud à venir. Même Joe Slovo maintient qu'il faut une économie mixte après l'apartheid, du moins pendant un certain temps. Cela implique à ses yeux non seulement une place pour les petits entrepreneurs noirs, mais aussi pour les patrons et les gestionnaires d'entreprises privées non monopolistes, prêts à renier le racisme. Le parti communiste sud-africain a mis en veilleuse, pour l'avenir immédiat, son rêve d'une République socialiste, parce qu'une transformation démocratique lui semble plus prometteuse. Comme pour la lutte armée, c'est le parti communiste qui prêche la modération dans ce domaine, à l'encontre de certaines tendances beaucoup plus radicales à l'intérieur de l'Afrique du Sud. Ce ne sont pas les communistes qui soulèvent les *townships* noirs, tout au contraire, ce sont les élèves surpolitisés de l'« éducation bantu » qui radicalisent les communistes de style ancien en exil. Les capitalistes sud-africains seront-ils capables de saisir cette occasion de compromis ?

Des négociations avec la tendance ouvertement socialiste qui prend de l'importance en dehors de l'ANC, et de plus en plus au sein

même du COSATU (7), se révéleront très probablement beaucoup plus difficiles et ingrates. A l'encontre de la coalition ANC/PC, ces forces exigent une libération raciale et de classe simultanée. Cette insistance sur la simultanéité de la lutte nationaliste et de la lutte des classes occulte cependant la question stratégique des alliances et des priorités. Si la libération nationale est considérée comme prioritaire, une alliance des forces démocratiques et des capitalistes anti-apartheid serait possible et même porteuse de promesses. Si on insiste, par contre, autant sur la libération de classe, on ne peut pas s'attendre à ce que les capitalistes creusent leur propre tombe en facilitant l'ascension au pouvoir d'une force nationaliste disposée à exproprier ses propres alliés. Le succès d'une alliance « toutes classes » des forces anti-apartheid dépend en effet d'un minimum d'avantages et de garanties pour sa composante la plus méfiante. Il est peu probable qu'un capitaliste avisé saute du feu doux de l'apartheid dans le chaudron socialiste. Mais on pourrait l'inciter à changer d'avis, si le feu, de l'autre côté, brûlait moins fort, et si les perspectives du règne majoritaire étaient plus prometteuses qu'effrayantes.

Dans l'esprit des Blancs, la crise tant annoncée n'est pas encore arrivée, malgré la guerre civile larvée. Les sanctions, jusqu'ici, sont restées symboliques et n'ont pas vraiment fait mal. Certes, la monnaie a perdu 50 % de sa valeur en 1985, mais les exportateurs en ont tiré profit. La

(7) Pour une analyse des politiques de l'opposition en Afrique du Sud, voir Herbert Adam and Kogila Moodley, *South Africa without Apartheid*, Berkeley, University of California Press, 1986.

Bourse de Johannesburg se porte mieux que jamais. Des entreprises locales, disposant de liquidités au-delà des besoins, ne sont que trop heureuse de pouvoir reprendre à des prix bradés les avoirs des sociétés étrangères qui se retirent discrètement. Peu d'hommes politiques et peu d'électeurs aisés anticipent sur les coûts à long terme d'une économie de siège et d'un État ayant perdu sa légitimité ; ils se laissent plutôt bercer par la prospérité immédiate découlant de l'inflation et de la substitution des importations. Le chômage structurel croissant et le taux de criminalité en flèche n'ont pas encore rendu intolérable la vie dans les enclaves blanches ségréguées et opulentes. Fait surprenant d'ailleurs : le sabotage

industriel n'est pas devenu un véritable problème pour les entreprises sud-africaines. Malheureusement, il faudrait d'abord que cela aille plus mal en Afrique du Sud avant que cela puisse aller mieux. Les deux parties ne négocieront de bonne foi que quand elles auront toutes les deux l'impression d'être dans l'impasse. Tant que les deux camps croient avoir le vent en poupe, la violence sans victoire continuera. La charité des capitalistes à elle seule est une condition insuffisante pour passer le cap critique.

**Heribert Adam**

*(Traduit de l'anglais par Robert Buijtenhuijs)*